

II. Conditions requises :

être Belge;
 être de conduite irréprochable;
 jouir des droits civils et politiques;
 avoir satisfait aux lois sur la milice (pour les candidats masculins);
 être détenteur du diplôme d'ingénieur civil électro-mécanicien ou d'ingénieur civil mécanicien;
 être à même de donner l'enseignement en néerlandais et en français.

III. Introduction des candidatures :

Les candidats sont invités à faire parvenir leur demande, accompagnée d'une copie conforme de leur diplôme et de leur *curriculum vitae*, par lettre recommandée à l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure, rue d'Arlon 104, à 1040 Bruxelles, au plus tard quinze jours après la publication du présent avis au *Moniteur belge*.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'Ecole supérieure de Navigation Noordkasteel-Oost 6, à 2030 Anvers.

II. Gestelde voorwaarden :

Belg zijn;
 van onberispelijk gedrag zijn;
 de burgerlijke en politieke rechten genieten;
 voldaan hebben aan de dienstplichtwetten (voor de mannelijke kandidaten);
 houder zijn van het diploma van burgerlijk electrotechnisch werktuigkundig ingenieur of burgerlijk werktuigkundig ingenieur;
 in staat zijn om het onderricht te geven in de Nederlandse en Franse taal.

III. Indienen van de sollicitaties :

De kandidaten worden uitgenodigd hun aanvraag samen met een eensluidend verklaard afschrift van hun diploma alsmede van hun *curriculum vitae*, per aangetekende brief te laten geworden aan het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart, Aarlenstraat 104, te 1040 Brussel, uiterlijk vijftien dagen na het verschijnen van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de Hogere Zeevaartschool Noordkasteel-Oost 6, te 2030 Antwerpen.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Centre de Recherches agronomiques de Gand
Emplois à conférer

Les emplois de :

- Directeur du Centre (degré I).
- Directeur de la Station d'amélioration des plantes (degré II),

sont à conférer au Centre de Recherches agronomiques de Gand, à partir du 1er avril 1988.

Les candidats doivent avoir atteint le rang B de la carrière scientifique (arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat).

Les candidatures, une par emploi postulé, accompagnées d'un *curriculum vitae*, doivent être adressées sous pli recommandé à la poste, dans les 30 jours à compter de la présente publication, au directeur général de l'Administration de la Recherche agronomique, Manhattan Center, Office Tower, avenue du Boulevard 21, 7e étage, 1210 Bruxelles.

MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE8 AOUT 1987. — Circulaire
Demandes de renseignements émanant des huissiers de justice
Obligations incombant aux communes

A Messieurs les Gouverneurs de province.

Pour information :

- A Messieurs les Commissaires d'arrondissement;
- A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins.

Monsieur le Gouverneur,

Je voudrais par la présente vous rappeler l'ensemble des obligations qui incombent aux communes dans le cadre des demandes de renseignements que leur adressent les huissiers de justice justifiant dûment de leur qualité.

I. Principes généraux

Le principe de base est que les administrations communales sont tenues de satisfaire à ces demandes et de communiquer aux huissiers de justice des renseignements aussi complets et précis que possible.

MINISTERIE VAN LANDBOUW

Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek van Gent
Te begeven betrekkingen

De betrekkingen van :

- Directeur van het Centrum (trap I).
 - Directeur van het Rijksstation voor Plantenveredeling (trap II),
- bij het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek van Gent zijn vanaf 1 april 1988 te begeven.

De kandidaten moeten rang B van de wetenschappelijke loopbaan bereikt hebben (koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat).

De candidaturen, één per gesolliciteerde betrekking, samen met een *curriculum vitae*, dienen binnen de dertig dagen te rekenen van onderhavige publikatie, bij een ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan de directeur-generaal van het Bestuur voor Landbouwkundig Onderzoek, Manhattan Center, Office Tower, Bolwerklaan 21, 7e verdieping, 1210 Brussel.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT8 AUGUSTUS 1987. — Omzendbrief
Aanvragen om inlichtingen uitgaande van gerechtsdeurwaarders
Verplichtingen voor de gemeenten

Aan de Heren Provinciegouverneurs.

Voor kennisgeving :

- Aan de Heren Arrondissementscommissarissen;
- Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen.

Mijnheer de Gouverneur,

Ik wil bij deze herinneren aan de verplichtingen welke de gemeenten hebben in het kader van de aanvragen om inlichtingen welke tot hen worden gericht door gerechtsdeurwaarders, die van hun hoedanigheid laten blijken.

I. Algemene beginselen

Het basisbeginsel is dat de gemeentebesturen er toe gehouden zijn aan die aanvragen gevolg te geven en aan de gerechtsdeurwaarders inlichtingen te verstrekken die zo volledig en juist mogelijk zijn.

Alors que la gratuité doit être réservée aux cas où l'huissier intervient dans une procédure pénale ou lorsqu'il agit en matière fiscale ou sociale, de même que lorsqu'il instrumente au profit d'indigents en vertu d'une décision du bureau d'assistance judiciaire, conformément à l'article 664 du Code judiciaire, l'administration communale peut exiger le paiement préalable d'une rétribution lorsque le renseignement sollicité est destiné à servir dans une procédure civile ou commerciale, pour autant bien entendu que le conseil communal ait adopté un règlement-taxe en la matière.

Il me revient que certaines administrations communales exigent de l'huissier de justice, lorsqu'il revendique le bénéfice de la gratuité, qu'il fournisse la preuve que le renseignement demandé est appelé à servir dans une procédure pénale, fiscale ou sociale. Cette manière de procéder doit être rejetée. L'huissier ne peut en effet généralement fournir une telle preuve sans violer le secret professionnel auquel il est légalement tenu. D'autre part, il y a toujours un contrôle a posteriori, par l'instance judiciaire concernée, sur la finalité de la demande de renseignements. Le juge pourrait ainsi ordonner la taxation s'il s'avérait qu'un renseignement destiné à servir dans une procédure civile ou commerciale a été obtenu gratuitement. J'invite dès lors les communes à se satisfaire d'une déclaration sur l'honneur de l'huissier à cet égard.

II. Rappel de certaines dispositions légales ou réglementaires

La Chambre nationale des huissiers de justice me prie d'attirer l'attention des communes sur les points ci-après :

1. Lorsqu'une personne transfère sa résidence dans une autre commune, elle ne peut être inscrite dans les registres de population de la commune d'arrivée qu'après réception du certificat de changement de résidence modèle 2 et à la condition qu'il ait été procédé à l'enquête de police destinée à vérifier la réalité de la résidence de cette personne à l'adresse déclarée. Compte tenu de ce qui précède, l'inscription dans la nouvelle commune doit en principe être postérieure à la date de la déclaration de départ faite à la commune de la résidence précédente; elle doit être opérée à la date à laquelle la commune procède effectivement à la mesure et ne peut en aucun cas être antérieure. La non-observance de cette règle peut en effet entraîner de graves répercussions sur le déroulement de la procédure dans laquelle l'huissier de justice instrumente.

Je vous invite sur ce point à vous référer à ma circulaire du 16 juillet 1984, publiée au *Moniteur belge* du 25 dito, page 10594.

2. Les administrations communales sont tenues de donner suite aux demandes de certificats de domicile qui leur sont adressées par des particuliers souhaitant engager une procédure dans le cadre de l'article 1344bis du Code judiciaire y inséré par la loi du 29 décembre 1983 relative aux contrats de louage de biens immeubles, pour autant qu'ils fournissent la preuve du contrat de louage de choses les liant aux personnes que les certificats concernent (voir sur ce point ma circulaire du 6 août 1984, publiée au *Moniteur belge* du 24 dito, page 11873).

3. L'arrêté royal du 16 mai 1986 publié au *Moniteur belge* du 19 juin 1986, a octroyé aux huissiers de justice l'autorisation d'accéder au Registre national des personnes physiques pour les informations qu'ils sont habilités à connaître dans l'exercice de la mission dont ils ont la charge. Ce droit d'accès s'étend par le fait même aux informations correspondantes figurant dans les registres de population. Ma circulaire du 27 janvier 1987, publiée au *Moniteur belge* du 7 février 1987, pages 1760-1761, a essentiellement pour objet de rappeler aux communes les règles à observer en matière de protection de la vie privée dans la cadre de l'accès aux registres communaux de population et au Registre national des personnes physiques. Elle ne peut en aucun cas motiver dans le chef des communes un refus de donner suite aux demandes de renseignements émanant des huissiers de justice agissant en cette qualité.

4. Les mesures de radiation et d'inscription d'office visées respectivement aux articles 16 et 17 de l'arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de population doivent faire l'objet d'une décision expresse du collège échevinal et ne peuvent être prises qu'après qu'il ait été procédé à l'information prescrite par ces dispositions.

J'attire votre attention sur le fait que la pratique qui consiste à antidater ces opérations est non seulement contraire à la réglementation mais en outre de nature à perturber considérablement le déroulement de la procédure dans laquelle l'huissier de justice instrumente.

Waar kosteloosheid moet gelden voor de gevallen waarin een gerechtsdeurwaarder in een strafrechtspleging of in sociale of fiscale aangelegenheden optreedt, alsook wanneer hij instrumenteert voor behoeftigen krachtens een beslissing van het bureau voor rechtsbijstand, overeenkomstig artikel 664 van het Gerechtelijk Wetboek, mag het gemeentebestuur de voorafgaande betaling van een retributie eisen, wanneer de gevraagde inlichting bestemd is om gebruikt te worden in een burgerlijke of handelsprocedure, voor zover wel te verstaan de gemeenteraad een belastingverordening ter zake heeft vastgesteld.

Ik verneem dat sommige gemeentebesturen van de gerechtsdeurwaarder, wanneer deze de kosteloosheid wenst te genieten, vergen dat hij het bewijs levert dat de gevraagde inlichting moet dienen voor een strafrechtelijke, fiscale of sociale procedure. Dergelijke handelwijze moet worden verworpen. De deurwaarder kan immers doorgaans niet een dergelijk bewijs leveren zonder schending van het beroepsgeheim waartoe hij wettelijk gehouden is. Anderzijds is er steeds een controle achteraf, door de betrokken gerechtelijke overheid op de finaliteit van de vraag om inlichtingen. De rechter zou aldus de belasting kunnen bevelen als mocht blijken dat een voor een burgerlijke of handelsprocedure bestemde inlichting kosteloos werd verkregen. Ik verzoek derhalve de gemeentebesturen ten deze genoeg te nemen met een verklaring op erewoord van de gerechtsdeurwaarders.

II. Verwijzing naar sommige wettelijke of reglementaire bepalingen

De Nationale Kamer van gerechtsdeurwaarders verzoekt mij de aandacht van de gemeenten op de volgende punten te vestigen :

1. Wanneer een persoon zijn verblijf naar een andere gemeente overbrengt, mag hij slechts in de bevolkingsregisters van de gemeente van aankomst worden ingeschreven na ontvangst van het bewijs van verblijfsverandering model 2 en nadat de politie heeft onderzocht of de persoon werkelijk op het aangegeven adres verblijft. Rekening houdend met het bovenstaande moet de inschrijving in beginsel later vallen dan de datum van de aangifte van vertrek gedaan in de gemeente van de vorige verblijfplaats; zij moet verricht worden op de dag waarop de gemeente deze maatregel werkelijk uitvoert en zij mag in geen geval geantidateerd worden. De niet inachtname van deze regel kan immers ernstige gevolgen hebben voor het verloop van de procedure waarin de gerechtsdeurwaarder instrumenteert.

Ik moge ten deze verwijzen naar mijn rondzendbrief van 16 juli 1984, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 25 dito, blz. 10594.

2. De gemeentebesturen zijn ertoe gehouden gevolg te geven aan de aanvragen om getuigschriften van woonplaats vanwege particulieren die een procedure wensen in te zetten in het kader van artikel 1344bis van het gerechtelijk wetboek, daarin ingevolg, door de wet van 29 december 1983 betreffende de huur van onroerende goederen, voor zover zij het bestaan bewijzen van een contract betreffende de huur van goederen dat hen verbindt aan de personen, op wie de getuigschriften betrekking hebben (zie ten deze mijn rondschrijven van 6 augustus 1984, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 24 dito, blz. 11873).

3. Het koninklijk besluit van 16 mei 1986, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 juni 1986, heeft de gerechtsdeurwaarders toegang verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, voor de informaties die zij gerechtigd zijn te kennen in de uitoefening van hun opdracht. Dat recht van toegang strekt zich ipso facto uit tot de overeenstemmende informaties vervat in de bevolkingsregisters. Mijn rondschrijven van 27 januari 1987, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1987, blz. 1760-1761, heeft hoofdzakelijk tot doel de gemeenten te herinneren aan de in acht te nemen regelen inzake bescherming van de privacy, in het kader van de toegang tot de gemeentelijke bevolkingsregisters en tot het Rijksregister van de natuurlijke personen. Die circulaire mag in geen enkel geval een voorwendsel zijn om geen gevolg te geven aan de verzoeken om inlichtingen uitgaande van gerechtsdeurwaarders, die in deze hoedanigheid handelen.

4. Tot de maatregelen inzake afvoering en inschrijving van ambtswege respectievelijk bedoeld in de artikelen 16 en 17 van het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters moet door het schepencollege uitdrukkelijk worden gelast. Zij mogen slechts genomen worden nadat het bij die bepalingen voorgeschreven onderzoek is verricht.

Ik vestig uw aandacht erop dat de antidatering van die verrichtingen niet alleen strijdig is met de reglementering maar bovendien het verloop van de procedure, waarin de gerechtsdeurwaarder instrumenteert, ernstig kan verstoren.

5. Aux termes de l'article 6 de l'arrêté royal précité du 1er avril 1980, les communes qui établissent des actes de l'état civil concernant des personnes n'étant pas domiciliées sur leur territoire ont l'obligation de communiquer ces actes par extrait, dans la huitaine de leur date, à l'administration de la commune où ces personnes sont inscrites à titre de résidence principale.

Il me revient que cette obligation n'est pas toujours respectée, notamment à propos d'actes de décès, ce qui contraint l'huissier de justice instrumentant à établir un nouvel exploit.

J'invite dès lors les communes à se conformer strictement à cette disposition, non seulement pour les actes de décès mais aussi pour les autres catégories d'actes d'état civil, par exemple les actes de naissance ou de mariage.

6. Certaines communes exigent que lui soient communiqués pour une demande d'adresse non seulement les nom et prénoms de la personne recherchée, mais aussi sa date de naissance, information que dans la plupart des cas, l'huissier n'est pas en mesure de connaître.

Cette manière de procéder ne peut être tolérée pas plus que celle qui consiste à édicter dans un règlement que priorité sera donnée aux demandes de renseignements qui mentionnent le numéro d'identification au Registre national de la personne recherchée, la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques n'autorisant pas les huissiers de justice à utiliser ce numéro. Il importe par ailleurs de relever que la commune est responsable de la conformité des renseignements transmis au Registre national des personnes physiques aux actes et documents qu'elle détient.

Cette obligation qui incombe aux communes quant à l'exactitude des informations communiquées aux personnes légalement habilitées à en prendre connaissance (notamment les huissiers de justice) repose sur l'article 4, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 précitée. L'administration communale n'est donc pas fondée à mentionner sur les extraits de population qu'elle délivre à ces personnes que les données y figurant constituent de simples renseignements et n'engagent pas sa responsabilité.

7. Ma circulaire du 23 août 1985, publiée au *Moniteur belge* du 3 septembre 1985, page 12664, précise les catégories de personnes qui bien qu'ayant en fait quitté la commune et n'y ayant conservé ni ménage, ni foyer, continuent à faire partie de sa population de droit (ces personnes sont inscrites sous la rubrique « Population de droit », sans adresse).

Ce mode d'inscription est également applicable à toutes les personnes qui, en contravention avec la législation sur l'urbanisme, ont installé leur résidence principale sur le territoire de la commune dans une zone non affectée à l'habitat, soit sur un terrain de camping, soit dans une zone récréative, soit encore dans un parc résidentiel de week-end ou dans un village de vacances, et ce quelle que soit la nature de leur habitation (caravane mobile ou non, châlet ou bungalow ou construction en dur de type traditionnel).

Lorsque la commune délivre à l'huissier de justice un renseignement relatif à une personne inscrite sous cette rubrique, elle est tenue de lui indiquer, à sa demande, le lieu où cette personne réside en fait.

III. Loi du 24 mai 1985 modifiant l'article 38 du Code judiciaire

Il ressort de l'article 38 du Code judiciaire tel qu'il a été modifié par la loi du 24 mai 1985 que si, dans le cas où le destinataire de l'exploit a demandé le transfert de sa résidence dans une autre commune, la signification n'a pu être faite ni à personne au sens de l'article 33 du code précité, ni à domicile ou à résidence au sens de son article 35, l'huissier de justice est tenu, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit la présentation de l'exploit (dépôt d'une copie de celui-ci au domicile ou, à défaut, à la résidence du signifié), d'envoyer au destinataire, tant à l'adresse où il est inscrit aux registres de population qu'à celle où il a annoncé vouloir s'établir, une lettre recommandée mentionnant la date et l'heure de la présentation de l'exploit ainsi que la possibilité dont il dispose de retirer une copie conforme de cet exploit en l'étude de l'huissier de justice, pendant un délai maximum de trois mois à partir de la signification.

5. Luidens artikel 6 van vorenvermeld koninklijk besluit van 1 april 1980, zijn de gemeenten, die akten van de burgerlijke stand opmaken betreffende personen die er hun woonplaats niet hebben, verplicht deze akten binnen acht dagen na hun dagtekening bij uittreksel mede te delen aan het bestuur van de gemeente waar die personen voor hoofdverblijf zijn ingeschreven.

Ik heb vernomen dat die verplichting niet steeds wordt nagekomen, inzonderheid wat de overlijdensakten betreft, hetgeen de instrumenterende gerechtsdeurwaarder er toe noopt een nieuw exploit op te maken.

De gemeenten worden derhalve verzocht die bepaling strikt in acht te nemen, niet alleen voor de overlijdensakten, maar ook voor de andere categorieën van de burgerlijke akten, zoals bijvoorbeeld de geboorte-, huwelijks- en echtscheidingsakten.

6. Sommige gemeenten eisen dat voor een adresaanvraag niet alleen de naam en de voornamen van de gezochte persoon maar ook zijn geboortedatum worden medegedeeld. Die informatie is in het merendeel van de gevallen door de gerechtsdeurwaarder niet gekend.

Dergelijke handelwijze kan niet worden gedoogd evenmin als die, welke erin bestaat in een reglement te bepalen dat voorrang zal worden gegeven aan de aanvragen om inlichtingen, waarin het identificatienummer bij het Rijksregister van de gezochte persoon is opgegeven, daar de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen de gerechtsdeurwaarders niet het recht verleend van dat nummer gebruik te maken. Er moet voorts worden op gewezen dat de gemeente verantwoordelijk is voor de overeenstemming van de aan het Rijksregister medegedeelde informatiegegevens met de akten en documenten die zij in haar bezit heeft.

Die verplichting welke de gemeenten hebben wat betreft de juistheid van de informatiegegevens medegedeeld aan de personen die wettelijk bevoegd zijn er kennis van te nemen (o.m. de gerechtsdeurwaarders) vloeit voort uit artikel 4, tweede lid van vorenvermelde wet van 8 augustus 1983. Het gemeentebestuur is dus niet gerechtigd op de uittreksels uit de bevolkingsregisters welke zij aan die personen afgeeft, te vermelden dat de erin opgenomen gegevens louter inlichtingen zijn voor de juistheid waarvoor het niet verantwoordelijk is.

7. Mijn rondschriften van 23 augustus 1985, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 september 1985, blz. 12664, bepaalt de categorieën van personen, die hoewel zij feitelijk de gemeente verlaten hebben en er noch gezin, noch haardstede hebben behouden, van haar rechtsbevolking deel blijven uitmaken (die personen worden ingeschreven onder de rubriek « Rechtsbevolking », zonder adres).

Deze wijze van inschrijving is eveneens van toepassing op de personen die, met overtreding van de wetgeving op de stedenbouw, hun hoofdverblijf op het grondgebied van de gemeente hebben gevestigd in een niet voor bewoning bestemde zone, hetzij op een kampeerterrein, hetzij in een recreatiezone, hetzij in een residentieel weekendpark of in een vakantieoord, ongeacht de aard van hun woning (al dan niet verplaatsbare caravan, chalet of bungalow in duurzaam materiaal van het traditionele type).

Wanneer een gemeente aan de gerechtsdeurwaarder een inlichting verstrekt betreffende een in onder die rubriek ingeschreven persoon, is zij er toe gehouden hem, op zijn verzoek, mede te delen op welke plaats die persoon in feite verblijft.

III. Wet van 24 mei 1985 tot wijziging van artikel 38 van het Gerechtelijk Wetboek

Uit artikel 38 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het werd gewijzigd door de wet van 24 mei 1985, volgt dat als de persoon aan wie het exploit is geadresseerd de overbrenging van zijn verblijf naar een andere gemeente heeft gevraagd, en de betekening niet kan geschieden noch aan de persoon in de zin van artikel 33 van vorenvermeld wetboek, noch aan de woonplaats of de verblijfplaats in de zin van artikel 35, de gerechtsdeurwaarder er toe gehouden is uiterlijk op de eerste werkdag die volgt op de aanbidding van het exploit (achterlating aan de woonplaats of, bij gebrek van een woonplaats, aan de verblijfplaats van de betekende persoon, van een afschrift van het exploit) aan de geadresseerde, zowel op het adres waar hij in de bevolkingsregisters is ingeschreven, als op het adres waar hij verklaard heeft zich te willen vestigen, een ter post aangetekende brief te richten, met vermelding van de datum en het uur van aanbidding van het exploit alsmede van de mogelijkheid voor de geadresseerde een eensluidend afschrift van dit exploit af te halen op het kantoor van de gerechtsdeurwaarder, tijdens een termijn van maximum drie maanden vanaf de betekening.

Il s'indique dès lors que l'huissier de justice ait connaissance de l'information selon laquelle l'habitant a demandé le transfert de sa résidence dans une autre commune (avec l'indication de la date de la déclaration faite en ce sens au service de la population et de la nouvelle adresse déclarée).

La « résidence principale » étant une des neuf données qui sont obligatoirement enregistrées et conservées par le Registre national (article 3, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983), j'invite les communes, afin de permettre aux huissiers de justice de satisfaire au prescrit de la disposition légale susvisée, à transmettre à cet organisme les informations ci-après dans les délais prescrits par l'article 6, § 3, de l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations :

1. la date d'inscription dans la commune de résidence principale;
2. l'adresse dans cette commune avec l'indication de la date de prise d'effet;
3. la déclaration de changement de résidence (avec l'indication de sa date et de la nouvelle adresse déclarée), information qui sera annulée dès inscription définitive dans la commune de résidence subséquente;
4. la décision de détermination de résidence (avec indication de sa date prise sur pied de l'article 23 de l'arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de population;
5. l'adresse à l'étranger avec l'indication :
 - soit de la déclaration de départ et de sa date pour les personnes qui déclarent s'établir dans un autre pays;
 - soit de la mention « temporairement absente » s'il s'agit d'une personne qui bien que séjournant pour une période prolongée à l'étranger, continue à faire partie de la population de droit de la commune (notamment les diplomates, les coopérants, les militaires stationnés en RFA, etc...).

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir porter la présente circulaire à la connaissance des communes par voie de publication au *Mémorial administratif*.

Bruxelles, le 6 août 1987.

Le Ministre,
J. Michel.

Het is derhalve geboden dat de gerechtsdeurwaarder kennis heeft van de informatie, volgens welke de inwoner de overbrenging van zijn verblijf naar een andere gemeente heeft gevraagd (met vermelding van de datum van de in die zin bij de bevolkingsdienst gedane aangifte en van het opgegeven nieuw adres).

Daar de « hoofdverblijfplaats » een van de gegevens is, welke verplicht in het Rijksregister worden opgenomen en bewaard (artikel 3, eerste lid van de wet van 8 augustus 1983), en teneinde de gerechtsdeurwaarders in de mogelijkheid te stellen aan de vorenbedoelde wettelijke bepaling te voldoen, verzoek ik de gemeenten binnen de termijnen gesteld in artikel 6, § 3 van het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de toegang door sommige openbare overheden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede betreffende het bijhouden en de controle van de informatie, de navolgende informatie aan die instelling mede te delen :

1. de datum van inschrijving in de gemeente van het hoofdverblijf;
2. het adres in die gemeente met vermelding van de datum van ingang;
3. de aangifte van verblijfsverandering (met vermelding van de datum ervan en van het opgegeven nieuw adres), welke informatie zal geannuleerd worden bij de definitieve inschrijving in de gemeente van de volgende verblijfplaats;
4. de beslissing tot vaststelling van het verblijf (met vermelding van de datum ervan) genomen op grond van artikel 23 van het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters;
5. het adres in het buitenland met opgave :
 - hetzij van de aangifte van vertrek en van de datum ervan, voor de personen die verklaren zich in een ander land te vestigen;
 - hetzij van de vermelding « tijdelijk afwezig », als het een persoon betreft die hoewel hij voor een lange tijd in het buitenland verblijft, deel blijft uitmaken van de rechtsbevolking van de gemeente (o.m. de diplomaten, de leden van het coöperatiepersoneel, de in de BRD gelegerde militairen, enz...).

U gelieve, Mijnheer de Gouverneur, deze rondzendbrief bij wege van het *Provincieblad* ter kennis van de gemeenten te brengen.

Brussel, 8 augustus 1987.

De Minister,
J. Michel.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Direction du Moniteur belge

Brochures des Communautés européennes

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Bestuur van het Belgisch Staatsblad

Brochures van de Europese Gemeenschappen

Communautés européennes. — Comité économique et social
« Répercussions de la politique agricole commune sur la situation sociale des salariés agricoles dans la CEE

Édité en : DE, EN, FR.

N° de catalogue : EX-46-86-945-FR-C.

N° M.B. 32854 (à rappeler).

Prix : 150 francs (T.V.A. comprise).

Communautés européennes Répertoire de la législation communautaire en vigueur

La huitième édition du *Répertoire de la législation communautaire en vigueur* reprend les références des actes suivant le droit communautaire en vigueur au 1er décembre 1986 :

- droit contraignant dérivé des traités instituant les trois Communautés européennes;
- droit complémentaire;
- accords conclus par les Communautés avec les pays tiers.

Édité en : ES, DA, DE, GR, EN, FR, IT, NL, PT.

N° de catalogue : FX-87-87-001-FR-C.

N° M.B. 32997 (à rappeler).

Prix : 2 968 francs (T.V.A. comprise).

Europese Gemeenschappen Repertorium op de geldende gemeenschapswetgeving

De achtste editie van het *Repertorium op de geldende gemeenschapswetgeving* bevat de referenties aan de op 1 december 1986 van kracht zijnde Gemeenschapsinstrumenten van de volgende categorieën :

- van de drie oprichtingsverdragen afgeleid verbindend recht;
- aanvullend recht;
- door de Gemeenschappen met derde landen gesloten akkoorden.

Uitgave in : ES, DA, DE, GR, EN, FR, IT, NL, PT.

Catalogusnummer : FX-87-87-001-NL-C.

Nr. B.S. 32997 (te herinneren).

Prijs : 2 968 frank (BTW inbegrepen).